

# Agissons !

le climat change

#1 Juin 2009

Retrouvez la lettre aux élus sur [www.onerc.gouv.fr](http://www.onerc.gouv.fr)

La lettre **aux élus** de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique

## ÉDITO

Paul VERGÈS  
Président de l'Onerc

La question du changement climatique pose de redoutables défis aux décideurs politiques. Ils sont sommés d'agir face à des risques dont les contours demeurent incertains, très variables et parfois encore méconnus. Il importe de surmonter la difficulté de trouver des réponses politiques et techniques urgentes et appropriées face à un phénomène qui se déploie sur une échelle de temps qui pourrait donner le vertige. Jamais la responsabilité des décideurs n'aura été aussi grande ! Mais rares aussi sont les tâches aussi exaltantes où tout est à inventer et réinventer dans les rapports de l'homme avec lui-même comme avec la nature. Face à ce défi immense, rien n'est encore perdu mais presque tout est encore à faire, à la hauteur de ce que le changement climatique est devenu, un enjeu de civilisation. En effet, la combinaison et la simultanéité du réchauffement planétaire, des évolutions démographiques et des effets de la mondialisation ouvrent une période sans précédent, grave de menaces. Il importe de préparer le territoire national à affronter ces bouleversements dans les meilleures conditions, par la mise en œuvre d'un véritable plan national d'adaptation, secteur par secteur. C'est le sens des recommandations que l'Onerc a formulées dans la stratégie nationale d'adaptation élaborée à la demande du gouvernement et validée par le comité interministériel pour le développement durable. Stratégie qui sera déclinée en mesures concrètes dans un plan national d'adaptation. Ce défi ne saura être relevé sans l'engagement des collectivités territoriales, des élus et des acteurs locaux. Car le réchauffement climatique n'est plus seulement une question lointaine, mondiale, qui ne se règle que dans les conférences internationales. C'est devenu une question du quotidien qui, du fait de ses impacts déjà ressentis, s'inscrit peu à peu dans la réalité de nos territoires. C'est la vocation de l'Onerc que d'informer, encourager et aider les élus et acteurs locaux à adopter une stratégie et des pratiques d'adaptation pour limiter les impacts du changement climatique et, autant que de possible, en tirer le meilleur parti. Puisse cette lettre d'information susciter des initiatives et vous encourager dans vos efforts. ●



Les territoires français d'outre-mer sont particulièrement exposés aux effets du réchauffement climatique.

## ACTU | Vers l'adaptation en Europe

**Le Livre blanc de la Commission européenne sur l'adaptation au changement climatique vient de sortir. Réaction de la France.**

En 2007, un Livre vert présentait les impacts attendus du réchauffement en Europe, y compris les plus inquiétants. Deux ans plus tard, la France se félicite de retrouver dans le Livre blanc sur l'adaptation au changement climatique bon nombre des commentaires qu'elle avait alors adressés à la Commission européenne. Une action publique au niveau européen est justifiée par la nécessité d'une solidarité territoriale face aux impacts du changement climatique et par l'intérêt d'une approche cohérente entre les différents secteurs et niveaux de gouvernance.

Si la France adhère à la stratégie proposée dans le Livre blanc, elle juge prématurée la création d'un groupe de pilotage, préférant, du moins dans un premier temps, un groupe consultatif ouvert à des élus locaux. Elle insiste en outre sur l'objectif de développement des connaissances fixé par la Commission. Selon elle, des informations pratiques et directement utilisables doivent être fournies

de façon claire aux collectivités territoriales et aux organismes professionnels. La France rappelle que c'est là le premier obstacle à la mise en œuvre de l'adaptation. Enfin, la France regrette que le cas des régions ultrapériphériques, particulièrement vulnérables au changement climatique, ne soit pas plus développé. Outre l'importance des enjeux dans ces régions, elle souligne qu'elles pourraient servir de « vitrine » à une Union européenne exemplaire en matière d'adaptation au réchauffement climatique...

Le Livre blanc « Adaptation au changement climatique : vers un cadre d'action européen » est téléchargeable sur [http://ec.europa.eu/environment/climat/adaptation/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/environment/climat/adaptation/index_en.htm)

### FRANCE : EXEMPLES À SUIVRE

Création de l'Observatoire national des effets du réchauffement climatique (Onerc) en 2001

Adoption d'une stratégie nationale d'adaptation en 2006

Mise en place d'un groupe de travail interministériel sur l'évaluation du coût des impacts du changement climatique et de l'adaptation en mars 2007 (rapport disponible à la rentrée 2009)

Lancement du Grenelle Environnement en octobre 2007

Préparation d'un plan national d'adaptation pour 2011



**p. 2**  
**Focus**

**Adaptation :**  
de l'État  
au local



**p. 3**  
**Tribune**

**Agissons,**  
plus de temps  
à perdre



**p. 4**  
**Expérience**  
**locale**

**À Marmande,**  
des alertes  
multimédias

## Clés

## Changement climatique

Changement du climat attribuable directement ou indirectement à l'activité humaine, qui altère la composition de l'atmosphère et s'ajoute à la variabilité naturelle observée.

(Source : Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques)

## Atténuation (ou mitigation)

Consiste à réduire le problème à la source, notamment par des stratégies de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

## Adaptation

Ajustement des sociétés humaines (ou des systèmes naturels) en réponse à des stimuli climatiques présents ou futurs, ou à leurs effets, afin d'en atténuer les effets néfastes ou d'exploiter des opportunités bénéfiques.

(Source : Rapport du GIEC)

## FOCUS | Plans territoriaux

## De l'action de l'État à l'action locale

**Acteurs majeurs de la politique climatique nationale, les collectivités locales vont participer à l'élaboration, pour 2012, du cadre d'action pour l'adaptation au réchauffement.**



Pierre-Franck CHEVET

Directeur général de l'Énergie et du Climat et directeur de l'Onerc au MEEDDAT

Quelles que soient les mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre, le réchauffement climatique constaté ces dernières décennies va se poursuivre. L'enjeu des mesures de réduction est de limiter ce réchauffement, mais il est indispensable de s'y préparer afin d'en diminuer les conséquences. L'atténuation et l'adaptation sont donc les deux piliers de toute politique climatique.

Sur la base des propositions de l'Onerc, la stratégie nationale d'adaptation a été validée par le comité interministériel au développement durable, le 13 novembre 2006. Dès le mois de mars 2007, le MEEDDAT a mis en place un groupe de travail interministériel sur l'évaluation des impacts, de l'adaptation et des coûts associés. Ses conclusions seront diffusées à la fin de l'été 2009.

La concertation du Grenelle de l'environnement a largement débattu de ce problème qui préoccupe beaucoup de nos concitoyens. Le projet de loi qui en découle reconnaît la nécessité d'accentuer l'effort de recherche sur le changement climatique et sur l'adaptation à ses effets, et précise que le gouvernement proposera un plan national d'adaptation en 2011.

Les collectivités territoriales seront impliquées dans cette démarche. Les régions, conjointement avec le préfet, devront réaliser des schémas régionaux climat air énergie, qui traceront les orientations de leur politique climatique. Les collectivités de plus de



50 000 habitants devront définir, elles, des plans climat territoriaux pour la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique. Le défi qui est devant nous est d'avoir, en 2012, mis en place le cadre pour organiser les actions d'adaptation au changement climatique.

en savoir+

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)  
rubrique Énergie et climat

## IDÉES REÇUES | L'hiver 2008-2009

Urai

**Le réchauffement climatique est à l'œuvre à l'échelle de la planète.**

La succession d'années chaudes a permis de conclure au réchauffement climatique. Cependant, l'augmentation des températures n'empêche pas d'avoir des années plus froides que la moyenne, à l'instar de l'hiver 2008-2009, l'un des plus rigoureux depuis vingt ans. Mais tandis que la France grelottait, l'Australie, elle, transpirait : le thermomètre y dépassait les 40°C et des incendies ravageaient les forêts. ●

faux

**L'hiver 2008-2009 marque un coup d'arrêt au réchauffement climatique.**

Des températures très basses et d'importantes chutes de neige ont été enregistrées l'hiver dernier. L'enneigement s'est révélé très bon partout, voire excellent sur certains massifs, tant en termes d'épaisseur que de durée. Mais un événement régional, si extrême soit-il, ne peut remettre en cause la tendance mondiale. De même, l'augmentation de la taille moyenne des Français depuis soixante ans n'empêche pas qu'il y a toujours des grands et des petits... ●





TRIBUNE | Jean JOUZEL

## Plus de temps à perdre

Il faut renoncer à cette idée dangereuse que, le moment venu, on trouvera une solution miracle

Si aucune mesure n'est prise, le réchauffement en Europe de l'Ouest pourrait atteindre de 4 à 6°C dans la seconde moitié du XXI<sup>e</sup> siècle. Si l'on souhaite le limiter à 2°C par rapport au climat préindustriel – ce qui est l'objectif de l'Europe –, il faut diminuer nos émissions de gaz à effet de serre par deux, voire par trois, d'ici à 2050, puis poursuivre cet effort. C'est un véritable défi, surtout si l'on songe que ces émissions n'ont jamais augmenté aussi rapidement qu'actuellement. Il faut pourtant qu'elles soient stabilisées d'ici à 2015 au plus tard.

Nous ne subissons pas encore les conséquences adverses du réchauffement. Aussi le message a-t-il du mal à passer... Pourtant, même s'il est difficile de prédire où et comment ces

**Agissons dès à présent, en diminuant nos émissions de gaz à effet de serre et en adaptant nos infrastructures à un climat plus chaud.**

conséquences se réaliseront, on en connaît les grandes lignes : inondations dans certaines régions, sécheresse et accès à l'eau plus difficile dans d'autres, vagues de chaleur à répétition, risques de cyclones plus intenses, fonte de glaciers de montagne, accélération de la perte de la biodiversité, diminution des rendements agricoles au-delà d'un certain seuil de réchauffement, conséquences sur la santé... Il faut renoncer à cette idée très dangereuse que, le moment venu, on trouvera une solution miracle. C'est maintenant qu'il faut passer à l'action !

Parallèlement à ces mesures de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, il faut nous préparer à vivre dans un climat plus chaud que celui que nous connaissons. Il faut donc modifier les infrastructures dans

les transports, les bâtiments, les réseaux de production et de distribution d'eau et d'énergie, afin qu'elles soient adaptées à des précipitations et des températures qui s'écartent des normales saisonnières actuelles. C'est la seule manière de renforcer notre capacité à faire face à ce bouleversement climatique et à en diminuer les impacts négatifs.

### BIO EXPRESS

Climatologue et glaciologue français

Président du conseil d'administration de l'Institut polaire français Paul-Émile Victor, membre du conseil d'orientation de l'Onerc, directeur de recherche au CEA et chercheur au LSCE

Médaille d'or du CNRS en 2002 avec Claude Lorius

Prix Nobel de la Paix 2007 aux côtés d'Al Gore et des autres scientifiques membres du GIEC, dont il est vice-président

## Télex

### CLUB VITECC : UN SOUTIEN AUX TERRITOIRES

La Caisse des dépôts, l'Onerc et Météo France ont lancé le club Villes, Territoires et Changement climatique (ViTeCC), qui regroupe collectivités, entreprises et experts. ViTeCC vise à mutualiser les informations sur l'économie du changement climatique et à les rendre utilisables par les décideurs territoriaux. Prochaine réunion, le 29 septembre : « Mobilité urbaine et micro-climat urbain ».

[www.aprec.net/adaptation.php](http://www.aprec.net/adaptation.php)

### LES EXPERTS À COPENHAGUE

« Le pire des scénarios du GIEC est en train de se réaliser. Les émissions ont continué d'augmenter fortement et le système climatique évolue d'ores et déjà en dehors des variations naturelles à l'intérieur desquelles nos sociétés et nos économies se sont construites. » C'est ce qu'a affirmé le comité scientifique de la conférence de Copenhague devant les experts internationaux réunis dans la capitale danoise du 10 au 12 mars.

### IMPACT SUR LE TOURISME

Un réchauffement climatique de 3 à 4°C à l'horizon 2100 aurait des effets sur toute l'activité touristique en France : diminution de l'enneigement en montagne, érosion littorale, récifs coralliens outre-mer en danger, pénuries d'eau... Plus que l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, c'est l'adaptation de l'offre touristique que préconise l'étude *Le tourisme en France* (éd. 2008, collection Insee-Références).

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

## Impacts

**12 jours de chute de neige**  
Observés à Paris durant l'hiver 2008-2009, avec un maximum de 4 cm

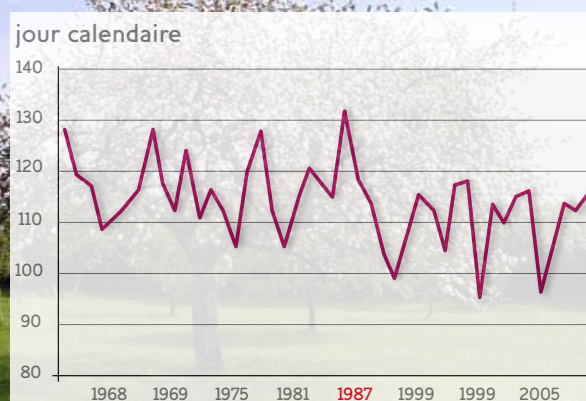
**- 12,5°C**

Température enregistrée à Strasbourg le 11 janvier 2009

**45,1°C**

Température enregistrée à Melbourne le 30 janvier 2009

## Indicateur : la floraison du pommier



Sources : Inra, CTIFL

L'avancée de la floraison du pommier, et des arbres fruitiers en général, s'est produite sous la forme d'une « rupture », à la fin des années 1980, à l'époque où le réchauffement climatique s'est nettement accentué en France. Elle s'explique par une accentuation des températures particulièrement marquée de janvier à avril, quand les bourgeons ont besoin de chaleur pour arriver à fleurir. À l'avenir, cette avancée de floraison dépendra du niveau d'accentuation des températures, mais aussi de la répartition de cette accentuation au cours des saisons. ●

EXPÉRIENCE LOCALE | Information d'urgence

## À Marmande, des alertes multimédias pour les événements extrêmes

**En 2004, la ville a mis en place un système d'alerte multimédias pour les crues de la Garonne. Depuis, ce « fil citoyen » a été étendu aux risques météorologiques et à diverses informations municipales.**



© Ville de Marmande  
La Garonne en crue



Gérard GOUZES  
Maire de Marmande  
Président de la communauté  
Val-de-Garonne

Les collectivités  
doivent renforcer  
leur culture de  
l'anticipation et  
de l'adaptation

En cas de risque majeur, les responsables locaux ont le devoir d'informer les populations. Pionnière, la commune de Marmande a adopté dès 2004 une solution technologique multicanal (téléphone, messagerie vocale, fax, mél...) qui garantit la diffusion immédiate d'une information de masse, avec un usage limité de moyens. Élus et services municipaux optimisent ainsi la première étape pour mieux se concentrer sur les suivantes, prévues par les plans de gestion des crises.

Utilisé en prévision des crues, des orages violents et dans le cadre du plan canicule, le « fil citoyen » ne sert pas seulement à tirer la sonnette d'alarme.

Il permet aussi d'informer les Marmandais de l'évolution de la situation et, au final, de lever les alertes. Les habitants peuvent également demander à recevoir d'autres informations municipales, sur les travaux et les manifestations notamment. 1 005 personnes sont abonnées à ce jour, soit 5,5% de la population (18 082 habitants). Toutefois, l'expérience acquise montre que l'usage de ce système d'alerte doit rester mesuré afin de préserver tout son impact en cas d'urgence.

en savoir+  
[www.mairie-marmande.fr](http://www.mairie-marmande.fr)

En bref

### LANDES : KLAUS, ET APRÈS ?

Trois mois après le passage de la tempête Klaus, le conseil général des Landes a organisé, le 4 mai, une table ronde sur les dérèglements climatiques. L'agronome Denis Lousteau y a souligné la nécessité, pour le territoire, de s'adapter aux changements de climat et de sol en cherchant des solutions nouvelles.

### NANTES MÉTROPOLE : PORTE-PAROLE MONDIAL

C'est par la voix de Nantes Métropole que s'exprimeront les collectivités locales du monde entier lors de la conférence de Copenhague sur le climat, en décembre. Leur principale revendication : que soit reconnu, et inscrit dans les documents des Nations unies, le rôle essentiel des collectivités locales dans la lutte contre le changement climatique.

### PAYS CORDAIS : UNE ÉCOLE BIOCLIMATIQUE



Le premier groupe scolaire « développement durable » du Pays Cordais, dans le Tarn, sera livré en 2010. Il abritera 9 classes dans un bâtiment de 1 535 m<sup>2</sup> (Shon), économe en énergie et parfaitement intégré dans son site. Le coût de l'opération pour l'intercommunalité (9 communes, 2 500 habitants) s'élève à 2 639 000 € HT, dont 2 196 000 € HT pour les travaux.

## ONERC | Une exposition itinérante à la disposition des collectivités

En dépit d'une forte prise de conscience collective du réchauffement climatique ces dernières années, un important effort de pédagogie reste à mener sur la variété des effets prévisibles comme sur la distinction entre les mesures d'atténuation et d'adaptation. Aussi l'Onerc propose-t-il gracieusement aux collectivités locales une exposition intitulée « Le réchauffement climatique et ses conséquences ». Composée de treize panneaux autoportants, elle débute par une présentation générale du réchauffement global (définition, tendances, événements extrêmes, simulations, aspects socio-économiques...) et se poursuit par un tour d'horizon des conséquences sur les ressources en eau, la santé, l'agriculture, la mer, la forêt, la montagne, la ville et la biodiversité.

Modalités de prêt, disponibilités et réservation : [onerc@developpement-durable.gouv.fr](mailto:onerc@developpement-durable.gouv.fr)

+ [www.onerc.gouv.fr](http://www.onerc.gouv.fr)



**Le climat change,  
agissons !**

Édité par l'Onerc  
MEEDAT  
Grande Arche de la Défense  
Tour Nord - 92000 La Défense

Directeur de la publication : Paul Vergès  
Rédacteur en chef : Daniel Delalande  
Comité de rédaction : Dominique Blanc, Vincent Bourcier, Pierre Facon, Michel Galliot, Marc Gillet, Younous Omarjee  
Rédaction : Olivier Abuli, Vincent Bourcier, Marilyn Deret, Michel Galliot

Conception - réalisation : idcommunes - 01 49 29 75 66  
Imprimé en France par : RP Diffusion  
Routage : Euromail  
Dépôt légal : juin 2009 - ISSN : en cours  
Abonnement par mail à : [onerc@developpement-durable.gouv.fr](mailto:onerc@developpement-durable.gouv.fr)